



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 juin 2013

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport d'activité semestriel.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2013	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2013	
III. Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2013.....	12
- Comptes de résultat consolidé au 30 juin 2013, 30 juin 2012 et 31 décembre 2012	
- Etats de la situation financière consolidée au 30 juin 2013 et 31 décembre 2012	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2013, 31 décembre 2012 et 30 juin 2012	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2013, 31 décembre 2012 et 30 juin 2012	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2013, 31 décembre 2012 et 30 juin 2012	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés du premier semestre 2013 figurant au chapitre III. du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe StreamWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II. du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le premier semestre de l'exercice 2013.

Fait à Paris, le 20 septembre 2013

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

30 JUIN 2013

Lors de sa réunion en date du 20 septembre 2013, le conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés du groupe StreamWIDE ("le Groupe"), arrêtés au 30 juin 2013. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2013

1.1 Evénements importants survenus au sein du Groupe

Progression du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe progresse de 0,4 M€ au premier semestre 2013. Toutes les catégories de revenus structurels du Groupe augmentent sur la période. Seules les ventes tierces diminuent suite à un effet de base défavorable par rapport au premier semestre 2012, où des ventes tierces significatives avaient été enregistrées envers un client français du Groupe.

Amélioration de la rentabilité

Le résultat opérationnel courant avant amortissements ressort positif à 1,8 M€, soit une marge avant amortissements de 29,8% contre 17,1% au premier semestre 2012. Cette progression s'explique, d'une part, par un mix produit plus favorable pour le Groupe puisque les ventes tierces, moins margées par nature, diminuent sur la période et, d'autre part, par une maîtrise continue des coûts opérationnels.

Renforcement de l'innovation technologique

Les efforts en Recherche et Développement ont été accentués au cours de la période. Si le nombre de salariés du Groupe affectés à la R&D est resté quasi stable au premier semestre 2013, leur affectation à la technologie et au produit SmartMS™ a été fortement augmentée.

A l'international, le Groupe a structuré et développé sa filiale tunisienne notamment pour les développements liés au nouveau produit SmartMS™. Les effectifs du Groupe sont cependant restés maîtrisés en particulier à travers des redéploiements et réorganisations dans d'autres filiales du Groupe, essentiellement aux USA et en Chine.

Distribution de dividendes et emprunt obligataire moyen terme

L'Assemblée Générale du 21 juin 2013 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,23 € par action (soit un montant global de 0,6 M€ versé en juillet 2013) contre 0,20 € l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a contracté un emprunt obligataire de 1,6 M€ auprès du GIAC fin juillet 2013, pour accompagner les développements futurs de la technologie SmartMS™. Cet emprunt, d'une durée de 9 ans (avec une période de différé de remboursement de 4 ans), a été contracté au taux de 5,7 % fixe annuel.

1.2 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2013

Evolution des revenus

Le chiffre d'affaires du Groupe progresse de 0,4 M€ au premier semestre 2013.

Les ventes de licences progressent (+17%) suite notamment à deux commandes importantes (une en France et une au Royaume Uni), reçues fin 2012 et déployées au cours du premier semestre 2013. Ces deux commandes concernent des systèmes de messagerie vocale.

Les revenus de maintenance continuent structurellement d'augmenter (+25%) suite aux bases installées toujours plus importantes, aussi bien en termes de nombre de plateformes que de volumes générés par plateforme (effet important du swap réalisé en 2012 chez un client français). De plus, certaines périodes de garantie arrivant à leur terme, de nouveaux flux de maintenance sur des plateformes déjà en production sont également pris en compte par rapport aux périodes précédentes. Cette tendance devrait se confirmer dans les prochains mois.

Les prestations de service progressent de 17% sur la période mais l'augmentation en valeur absolue reste limitée (+0,1 M€). La progression provient essentiellement de clients des zones UK et Amérique où des services liés aux extensions de capacité, installations ou mises à niveau de logiciels ont été délivrés.

Les ventes tierces enregistrées au premier semestre 2013 concernent essentiellement du matériel informatique acquis et revendu à un client nord-américain, dans le cadre du déploiement d'une plateforme de prépayé.

Evolution des commandes

Le ralentissement de l'activité commerciale ressenti et annoncé depuis le second trimestre 2013 s'est confirmé au cours de la période estivale mais les perspectives sont cependant meilleures qu'il y a quelques mois. Des projets importants sont en cours de discussion et leur impact pourrait être positif dès l'exercice 2014. Ayant anticipé ce ralentissement commercial temporaire provoquant une évolution défavorable en termes de revenus au second semestre de l'exercice, le Groupe a dimensionné ses effectifs afin de conserver des coûts opérationnels cohérents avec le niveau d'activité.

Evolution des résultats

Au 30 juin 2013, le résultat opérationnel courant avant amortissement est de 1,8 M€ contre 0,9 M€ au 30 juin 2012. Le résultat net ressort quant à lui à 133 K€ contre 7 K€ un an auparavant.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires progresse de 0,4 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes diminuent de 0,4 M€ sur la période (notamment suite à la diminution des achats tiers, parallèles à la diminution des ventes tierces) et ressortent à 4,2 M€ ;
- Les amortissements de R&D augmentent quant à eux de 0,6 M€ sur la période et ressortent à 1,5 M€ ;
- *Le résultat opérationnel courant progresse donc de 0,2 M€ par rapport au 30 juin 2012 ;*
- Des charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs, honoraires juridiques liés à ces procédures) ont été constatées pour 0,1 M€ ;
- Le résultat financier diminue de 0,1 M€ suite aux évolutions des parités de change \$/€ sur la période ;
- Le résultat fiscal ressort négatif à 23 K€ contre un produit net de 58 K€ au 30 juin 2012 ;
- *Le résultat net ressort donc positif à 133 K€ contre 7 K€ au 30 juin 2012.*

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2013

2.1 Présentation des comptes consolidés

L'activité du Groupe au premier semestre 2013 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en progression de 8%, un résultat opérationnel courant avant amortissement de 1.762 K€ (en progression de 821 K€) et un résultat net en progression de 126 K€, après prise en compte des impacts financiers et fiscaux.

- *le CA est de 5.920 K€, en progression de 8% par rapport au premier semestre 2012 ;*
- *le résultat opérationnel courant est positif à 274 K€ (contre 47 K€ au 30 juin 2012) et le résultat net ressort à 133 K€ (contre 7 K€ au 30 juin 2012).*

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2013 sont les suivantes :

en K€	30-juin-13	30-juin-12	2012	Variation (K€)
Chiffre d'Affaires Licences	2 902	2 472	8 213	430
Chiffre d'Affaires Maintenance	1 652	1 321	2 689	331
Chiffre d'Affaires Services	874	749	1 646	125
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	492	964	2 014	-472
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	5 920	5 506	14 562	414
Achats et variation de stocks	-335	-654	-1 643	319
Charges externes	-1 573	-1 526	-3 546	-47
Charges de personnel	-2 480	-2 515	-5 255	35
Autres charges et produits	-1 258	-764	-1 866	-494
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	274	47	2 252	227
Autres charges opérationnelles	-119	-234	-355	115
Charges / Produits financiers	1	136	-73	-135
Charges d'impôts	-23	58	-487	-81
RESULTAT NET	133	7	1 337	126

L'augmentation des revenus est de 414 K€ sur le semestre. Toutes les catégories de revenus structurels du Groupe progressent. Seules les ventes tierces diminuent sur la période suite à un effet de base défavorable au premier semestre 2012.

La diminution des achats tiers (-319 K€) est le corollaire à cette diminution des ventes tierces.

Les charges externes sont stables et maîtrisées sur la période.

Les charges de personnel sont nettes des frais de R&D activés au premier semestre 2013 (1.705 K€ contre 1.288 K€ au premier semestre 2012). Retraitées des frais de R&D, la masse salariale ressort à 4.185 K€ sur la période contre 3.803 K€ au titre du premier semestre 2012. Cette progression de 382 K€ s'explique par :

- des coûts de frottement entre les sorties et les entrées constatées au cours du premier semestre 2013 (169 K€),
- un effet "prix" de 213 K€ lié notamment aux commissions commerciales versées sur la période.

Les autres charges et produits se composent essentiellement des impôts et taxes et des amortissements. Leur progression de 494 K€ s'explique essentiellement par celle des amortissements et plus spécifiquement par ceux pratiqués sur les frais de R&D activés : les amortissements ressortent à 1.461 K€ (dont 1.336 K€ relatifs aux frais de R&D) contre 894 K€ au premier semestre 2012 (dont 798 K€ relatifs aux frais de R&D).

Les autres charges opérationnelles (119 K€) concernent des coûts salariaux spécifiques liés à certains départs.

Le résultat financier semestriel ressort équilibré, en diminution de 135 K€ en raison de l'évolution du change \$/€ sur la période.

La charge fiscale au 30 juin 2013 s'établit à 23 K€ (contre un produit net de 58 K€ au 30 juin 2012), suite à l'évolution constatée des résultats semestriels et aux effets fiscaux différés moins significatifs qu'auparavant.

Le résultat opérationnel courant enregistre donc une augmentation de 227 K€, suite essentiellement à un mix produit plus favorable pour le Groupe et aux efforts continus en R&D. Après prise en compte de charges opérationnelles non récurrentes de 119 K€, du résultat financier neutre et de la charge fiscale de 23 K€, le résultat net au 30 juin 2013 est de 133 K€, en progression de 126 K€ par rapport au résultat net du premier semestre 2012.

La situation financière au 30 juin 2013 est la suivante :

En K€	30-juin-13	31-déc-12	30-juin-13	31-déc-12	
Immobilisations incorporelles	7 041	6 648	267	267	Capital
Immobilisations corporelles	439	422	10 866	10 147	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	276	278	-44	-42	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	538	478	133	1 337	Résultat net part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	8 294	7 826	11 222	11 709	CAPITAUX PROPRES
Stocks	0	0	514	603	Passifs financiers
Créances clients	6 715	8 754	87	76	Provisions à long terme
Autres débiteurs	1 423	1 523	1 199	1 190	Produits fiscaux différés
			1 631	1 706	Passifs d'impôts différés
			3 431	3 575	PASSIFS NON COURANTS
Actifs d'impôts exigibles	28	103			
Autres actifs fiscaux	1 062	1 359	177	172	Passifs financiers
			15	15	Provisions à court terme
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 138	2 474	1 826	2 110	Fournisseurs et autres créditeurs
			2 154	1 995	Dettes fiscales et sociales
			599	595	Produits fiscaux différés
			1 236	1 868	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	12 366	14 213	6 007	6 755	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	20 660	22 039	20 660	22 039	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2013 est de 20,7 M€. La variation de (1,3) M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 1,7 M€ en valeur brute. A près prise en compte des amortissements de 1,3 M€ sur la période, l'impact net est donc de 0,4 M€. Pour mémoire, en 2012, les montants bruts et nets étaient respectivement de 2,6 M€ et 0,6 M€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc de 0,4 M€ sur la période et ressort à 6,9 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2013 ;
- *Diminution du poste clients (-2 M€)* : cette diminution s'explique essentiellement par des encaissements significatifs intervenus au premier trimestre 2013, suite aux revenus importants constatés fin 2012. Aucun retard et risque significatif d'encaissement n'est identifié au 30 juin 2013. Deux créances significatives (1,5 M€) ont notamment été réglées en juillet 2013.
- *Diminution des autres actifs fiscaux (-0,3 M€)* : ce poste regroupe les créances au titre des Crédits d'Impôts Recherche non encore remboursées par l'Etat français. Le CIR 2011 n'ayant été remboursé qu'en janvier 2013 (0,7 M€), il était inclus dans la créance fiscale fin 2012. Sur le semestre, le poste enregistre donc une diminution nette de 0,3 M€ suite au remboursement du CIR 2011 (-0,7 M€) ainsi que la provision du CIR au titre du premier semestre 2013 (+0,4 M€).

- *Augmentation de la trésorerie (+0,7 M€)* : cette progression s'explique par la variation de BFR légèrement positive sur la période et par le remboursement du CIR 2011 intervenu en janvier 2013 pour un montant de 0,7 M€.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres (-0,5 M€)* suite au résultat net semestriel du Groupe (+0,1 M€) et la distribution de dividendes au titre de 2012 (-0,6 M€) ;
- *Diminution des dettes fournisseurs (-0,3 M€)* : cette diminution provient essentiellement d'une dette fournisseur spécifique constatée fin 2012 et relative à des achats tiers non récurrents (matériel informatique pour un client nord-américain) ;
- *Augmentation des dettes fiscales et sociales (+0,2 M€)*, suite notamment à une progression des dettes sociales au titre du second trimestre 2013, ainsi qu'aux effets et impacts de TVA. Ces dettes ont été réglées en juillet 2013.
- *Diminution des produits constatés d'avance (-0,7 M€)* suite à des décalages moins importants qu'au 31.12.2012 entre facturations et reconnaissance de revenus. Cette évolution n'est pas structurelle et dépend des différents jalons négociés dans les contrats commerciaux. Par ailleurs, fin 2012, une facturation importante avait été négociée avec un client dont les déploiements de plateformes (et donc la reconnaissance de revenus) n'ont eu lieu qu'au premier semestre 2013.

Les flux de trésorerie de la période sont détaillés ci-dessous :

	S1 2013	S1 2012	2012
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 910	732	2 345
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 163	-1 475	-2 950
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-83	864	257
Variation de trésorerie	664	121	-348

Les flux de trésorerie opérationnels sont positifs (1,9 M€) suite notamment à la variation de +0,3 M€ du BFR sur la période (contre -0,2 M€ au premier semestre 2012). Par ailleurs, les amortissements, en hausse marquée par rapport au premier semestre 2012, sont retraités car sans impact cash. La CAF progresse ainsi de 0,8 M€ sur la période par rapport au premier semestre 2012 pour s'établir à 1,6 M€.

Les flux d'investissements enregistrent principalement les dépenses de R&D (1,7 M€) et les acquisitions d'immobilisations diverses. A noter que le remboursement du CIR 2011, intervenu en janvier 2013 (0,7 M€), vient compenser ces dépenses sur la période, et que deux remboursements de CIR seront donc constatés sur le même exercice 2013 puisque le CIR 2012 a été également remboursé en septembre 2013.

Les flux de financement, quant à eux, tiennent essentiellement compte des remboursements effectués sur la période concernant l'emprunt bancaire souscrit auprès d'HSBC en février 2012, qui avait impacté positivement les flux de financement du premier semestre 2012, lors de sa souscription initiale.

2.2 Evolutions prévisible et perspective d'avenir

Nouvelles perspectives commerciales

Peu de commandes significatives ont été enregistrées au cours du premier semestre 2013. L'année 2013 est une année de transition pour bon nombre d'opérateurs avec le lancement et/ou le déploiement des réseaux 4G. Des investissements significatifs ont donc été alloués depuis plusieurs mois au réseau, au détriment des services. Cependant, il est raisonnable de penser qu'après cette phase d'investissement réseau, les opérateurs vont à nouveau se tourner vers les services qu'ils peuvent et doivent proposer à l'abonné afin de légitimer ces nouvelles infrastructures. Le Groupe sera alors un partenaire évident pour proposer des services à valeur ajoutée.

Par ailleurs, si la dynamique liée au "core business" est conjoncturellement moins bonne depuis quelques mois, les perspectives commerciales liées au nouveau produit SmartMS™ sont quant à elles très encourageantes avant le démarrage opérationnel du produit prévu dans les prochaines semaines.

De nouveaux marchés pourraient venir compléter efficacement les marchés historiques, sur lesquels le Groupe maintient son leadership, notamment dans les solutions de nouvelle génération, messageries ou systèmes de facturation. Les investissements stratégiques réalisés aujourd'hui pourraient alors représenter de solides relais de croissance à moyen terme.

Efforts en Recherche et Développement

Les exercices antérieurs ont été marqués par le développement de l'édition logicielle axée autour de la technologie brevetée de StreamWIDE Engine®. La technologie StreamWIDE Engine® de la Société est l'une des seules solutions éprouvées qui s'interconnecte directement en voix sur IP aux cœurs de réseaux IP des opérateurs. La technologie StreamWIDE prouve chaque jour sa robustesse sur des plate-formes servant des nombres d'abonnés en forte croissance (> 100 millions). La robustesse de l'Engine® a permis à StreamWIDE d'acquérir son image de fiabilité et de qualité, que bon nombre de concurrents lui envie. Sa flexibilité et la capacité d'interagir avec des environnements Web en font une plate-forme parfaitement adaptée aux nouveaux besoins applicatifs des opérateurs télécoms, en particulier dans la perspective de l'évolution de leur réseau vers l'IP/IMS.

Les efforts en Recherche et Développement pour permettre au Groupe de conserver une certaine avance technologique ont été et seront poursuivis au cours des prochains exercices. StreamWIDE a considérablement étoffé son catalogue produit. Les produits sont à présent divisés en 6 lignes de produits : Messaging, Charging, Multimedia, Marketing, Joignabilité et Interconnexion. A cela s'ajoute un "Service Creation Environment" (Environnement de Création de Services).

Le développement de la technologie SmartMS™ entrepris depuis fin 2012 par le Groupe est très prometteur. L'offre de StreamWIDE, en profitant de son positionnement unique entre le marché opérateur et le marché des acteurs venus du web ("OTT-Over The Top"), est parfaitement adapté aux nouveaux enjeux auxquels les opérateurs doivent faire face. Ces développements, accompagnés de nombreux dépôts de brevets, pourraient être encore accélérés dans les prochains mois.

Environnement économique et développement des ventes

Le management estime que la situation économique qui crée une forte pression financière sur ses clients opérateurs peut encore constituer une opportunité pour la Société. Les opérateurs sont plus enclins, dans ce contexte, à trouver des solutions moins chères, plus flexibles et plus innovantes telles que celles proposées par StreamWIDE.

Si l'exercice 2013 est marqué par une morosité économique relativement généralisée, accompagnée d'une priorité d'investissements pour les opérateurs dans les réseaux, les prochains mois pourraient offrir de nouvelles opportunités commerciales significatives au Groupe, aussi bien sur son marché historique que sur de nouveaux segments que l'offre SmartMS™ pourrait lui permettre d'adresser.

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2013

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2013, 30 juin 2012 et 31 décembre 2012**

en €	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Note
Licences	2 902	2 472	8 213	
Maintenance	1 652	1 321	2 689	
Prestations de services	874	749	1 646	
Ventes tiers	492	964	2 014	
Chiffre d'affaires	5 920	5 506	14 562	7.1
Autres produits de l'activité				
Subventions	1		4	
Achats et variations de stocks	-335	-654	-1 643	7.3
Charges externes	-1 573	-1 526	-3 546	7.3
Impôts et taxes	-150	-140	-292	
Charges de personnel	-2 480	-2 515	-5 255	7.2
Dotations aux amortissements	-1 461	-894	-2 203	7.4
Dotations nettes aux provisions	-27		-13	
Autres produits d'exploitation	379	270	640	7.5
Autres charges d'exploitation			-2	
Résultat opérationnel courant	274	47	2 252	
Autres produits opérationnels	0			
Autres charges opérationnelles	-119	-234	-355	
Résultat opérationnel	155	-187	1 897	
Produits de trésorerie et d'équivalents	3	17	33	
Coût financier Brut	-13	-11	-25	
Coût financier Net	-10	6	8	7.6
Autres produits financiers	67	168	119	7.6
Autres charges financières	-56	-38	-200	7.6
Charge d'impôts	-23	58	-487	7.7
Résultat net des activités poursuivies	133	7	1 337	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	133	7	1 337	
Part du Groupe	133	7	1 337	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,05	0,00	0,50	7.8
Résultat dilué par action	0,05	0,00	0,50	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2013 et 31 décembre 2012

En K€	30-juin-13	31-déc-12	Note
Immobilisations incorporelles	7 041	6 648	8.1
Immobilisations corporelles	439	422	8.2
Autres actifs financiers	276	278	8.3
Actifs d'impôts différés	538	478	8.4
ACTIFS NON COURANTS	8 294	7 826	
Stocks	0	0	8.5
Créances clients	6 715	8 754	8.5
Autres débiteurs	1 423	1 523	8.5
Actifs d'impôts exigibles	28	103	8.5
Autres actifs fiscaux	1 062	1 359	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 138	2 474	8.6
ACTIFS COURANTS	12 366	14 213	
TOTAL ACTIFS	20 660	22 039	
Capital	267	267	
Primes	5 285	5 285	
Réserves consolidées	5 581	4 862	
Titres auto détenus	-44	-42	
Résultat net part du Groupe	133	1 337	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
CAPITAUX PROPRES	11 222	11 709	8.7
Passifs financiers	514	603	8.8
Provisions à long terme	87	76	8.9
Produits fiscaux différés	1 199	1 190	8.10
Passifs d'impôts différés	1 631	1 706	8.10
PASSIFS NON COURANTS	3 431	3 575	
Passifs financiers	177	172	8.8
Provisions à court terme	15	15	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 826	2 110	8.10
Dettes fiscales et sociales	2 154	1 995	8.10
Produits fiscaux différés	599	595	8.10
Produits constatés d'avance	1 236	1 868	8.10
PASSIFS COURANTS	6 007	6 755	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	20 660	22 039	

• **Etats du résultat global au 30 juin 2013, 31 décembre 2012 et 30 juin 2012**

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12
Résultat Net	133	7	1 337
Ecarts de conversion	-3	-32	3
Ecarts actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-3	-32	3
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	130	-25	1 340

• **Variations des capitaux propres aux 30 juin 2013, 31 décembre 2012 et 30 juin 2012**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 11	267	5 285	-53	5 456	-64	-6	10 885	0	10 885
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			3				3		3
Dividendes				-535			-535		-535
Résultat Global				7	-32		-25		-25
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-2	-2		-2
Capitaux propres 30 JUIN 12	267	5 285	-50	4 928	-96	-8	10 326	0	10 326
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			8				8		8
Dividendes				0			0		0
Résultat Global				1 330	35		1 365		1 365
Variations de périmètre									
Autres mouvements						10	10		10
Capitaux propres 31 DEC 2012	267	5 285	-42	6 258	-61	8	11 709	0	11 709
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-2				-2		-2
Dividendes				-614			-614		-614
Résultat Global				133	-3		130		130
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-1	-1		-1
Capitaux propres 30 JUIN 2013	267	5 285	-44	5 777	-64	7	11 222	0	11 222

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2013, 31 décembre 2012 et 30 juin 2012**

(En K€)	30-juin-13	31-déc.-12	30-juin-12
Résultat Net consolidé	133	1 337	7
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 461	2 203	892
Variation des provisions	27	13	2
Plus ou moins value de cession			
Autres produits / charges calculés	-7	-35	46
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>1 614</i>	<i>3 518</i>	<i>947</i>
Coût de l'endettement financier net	10	-8	-6
Charge d'impôts sur le résultat	23	487	-58
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>1 647</i>	<i>3 997</i>	<i>883</i>
Variation actifs	-1 778	3 744	1 493
Variation passifs	1 515	-2 092	-1 342
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>263</i>	<i>-1 652</i>	<i>-151</i>
Impôts versés			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 910	2 345	732
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 871	-2 915	-1 456
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	2	-35	-19
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (*)	706	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 163	-2 950	-1 475
Augmentation (diminution) de capital			
Augmentation (diminution) des emprunts	-84	775	863
Intérêts financiers nets versés			
Dividendes versés	0	-535	0
Rachats et reventes d'actions propres	1	17	1
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-83	257	864
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	664	-348	121
Trésorerie début de période	2 474	2 822	2 822
Trésorerie fin de période	3 138	2 474	2 943

(*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés sur les périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine, Singapour et l'Afrique du Sud, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché NyseAlternext de NyseEuronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 20 septembre 2013.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité semestriel. On peut cependant noter les 3 principaux points suivants :

- *Progression du chiffre d'affaires* : dans un contexte économique difficile, les revenus du Groupe augmentent de 0,4 M€ sur la période et toutes les catégories de revenus structurels du Groupe progressent ;
- *Amélioration de la rentabilité et des résultats semestriels* du Groupe (résultat opérationnel avant amortissements, résultat opérationnel courant et résultat net) par rapport aux résultats du premier semestre 2012 ;
- *Renforcement de l'innovation technologique* et réaffectation des équipes de R&D à la nouvelle technologie SmartMS™ développée par le Groupe depuis fin 2012

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2013 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*"International Financial Reporting Standards"*) publié par l'IASB (*"International Accounting Standard Board"*) au 30 juin 2013 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2013

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2013.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2013. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé permet de conserver une présentation des résultats proche de celle antérieurement retenue dans le référentiel français.

Par ailleurs, le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2013, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2013 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie - DT).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation " du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2013, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Stocks et encours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO ("first in first out") et de la valeur nette de réalisation.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouvrés, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2013, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Droit Individuel de Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paielements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paielements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2013, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites n'a cours au sein du Groupe.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Economique Territoriale (CET), introduite par la Loi de Finances 2010 et réformant la Taxe professionnelle (TP), est composée de deux éléments : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que ces deux taxes étaient des charges opérationnelles comme l'était auparavant la taxe professionnelle et non des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Filiale	Pays	% de détention	Valeur brute des titres	
			juin-13	2012
StreamWIDE Romania	Roumanie	100%	40 000	40 000
StreamWIDE Beijing	Chine	100%	213 275	213 275
StreamWIDE Inc.	Etats Unis	100%	1	1
StreamWIDE France SAS	France	100%	3 050 518	3 050 518
StreamWIDE Tunisie	Tunisie	100%	4 865	
Total (en €)			3 308 659	3 303 794

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud). Elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100%. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 99,99%, une action étant détenue directement par un salarié du Groupe. Cette société, totalement exportatrice, participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Pour information, deux sociétés anglaises ont également été créées sur la période : StreamWIDE LTD et Bzoo Networks LTD. Ces deux sociétés, détenues à 100% par StreamWIDE SA, n'ont eu aucune activité au cours du premier semestre 2013 et aucun flux n'a été constaté sur la période. Leur capital social est de 1£ au 30 juin 2013.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Licences	2 902	2 472	8 213	430
Maintenance	1 652	1 321	2 689	331
Prestations de services	874	749	1 646	125
Ventes Tiers	492	964	2 014	-472
TOTAL CA	5 920	5 506	14 562	414
Autres produits				0
Subventions	1		4	1
Produits des activités ordinaires	1	0	4	1

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 0,4 M€ au premier semestre 2013. Ce dernier est marqué par une augmentation des tous les revenus structures du Groupe. Les revenus "licences" progressent de 17% à 2,9 M€, les revenus "maintenance" de 25% à 1,7 M€ et les revenus "service" de 17% à 0,9 M€. Seules les ventes tierces, moins margées par nature, diminuent sur la période suite à un effet de base défavorable au premier semestre 2012 (ventes de licences tierces significatives mais non récurrentes à un client français).

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Salaires et traitements	1 828	1 896	3 909	-68
Charges sociales	652	685	1 346	-33
Avantages du personnel				0
TOTAL Charges de Personnel	2 480	2 581	5 255	-101

nombre de salariés	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Cadres	134	122	132	12
Non Cadres				
TOTAL Effectif	134	122	132	12

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2013, au même titre que sur les périodes antérieures.

Le montant brut immobilisé au 30 juin 2013 représente 1,7 M€, contre 1,3 M€ au 30 juin 2012 (et 2,6 M€ au 31 décembre 2012). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, progressent sur la période de 0,4 M€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" (+0,2 M€ essentiellement dû aux coûts de frottement des entrées sorties constatées sur la période) et d'un effet "prix" (commissions importantes versées aux commerciaux suite aux encaissements importants réalisés au cours du premier semestre 2013).

Au 30 juin 2013, les effectifs totaux du Groupe sont de 134 personnes, contre 132 fin 2012 et 122 au 30 juin 2012. Les effectifs de R&D, toute en restant quasi stable sur la période dans leur globalité ont été grandement réaffectés au cours du premier semestre 2013 à la technologie SmartMS™. Cela démontre la flexibilité du Groupe et sa capacité à maîtriser ses principaux coûts tout en continuant les efforts et les investissements en R&D entrepris depuis plusieurs années.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Achats de marchandises	335	662	1 643	-327
Variations de stock		-8	0	8
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	335	654	1 643	-319
Achats études et prestations de services	87	55	111	32
Achats non stockés de marchandises	49	54	97	-5
Sous traitance	255	233	445	22
Locations et charges locatives	287	269	570	18
Entretiens, réparations et maintenance	19	17	38	2
Assurances	41	37	61	4
Commissions et honoraires	191	190	910	1
Publicités, exposition et insertions	197	188	257	9
Transports, déplacements et missions	236	275	618	-39
Affranchissements et télécoms	106	96	214	10
Redevances	28	13	8	15
Autres	77	99	218	-22
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 573	1 526	3 547	47

Les achats tiers diminuent de 0,3 M€ sur la période, en contrepartie des ventes tierces, elles aussi en diminution sur le premier semestre 2013.

Les autres charges externes sont maîtrisées sur la période. Peu d'évolutions significatives sont à noter et l'ensemble des charges externes progressent seulement de 47 K€ au premier semestre 2013 (3%).

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1367	813	2 037	554
<i>dont frais de développement</i>	1336	798	1 995	538
Dotations aux amortissements corporels	94	81	166	13
Dotations aux amortissements	1 461	894	2 203	567
Dotations aux provisions	27		53	27
Reprises de provisions			-40	0
Dotations aux provisions	27	0	13	27

La forte augmentation des dotations aux amortissements provient essentiellement de l'amortissement des frais de développement. Ces derniers sont de 1,3 M€ au titre du premier semestre 2013 contre 0,8 M€ au 30 juin 2012.

Cette progression s'explique principalement par des périodes d'amortissements qui ne débutent pas à date unique pour tous les produits. Les amortissements (sur 3 ans en linéaire) débutent dès que le produit développée est "relié" et disponible à la commercialisation. Les temps et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas lisses dans le temps. Cependant, les coûts de développement activés étant relativement stable, les amortissements sont également en train d'atteindre leur niveau normatif, toute chose égale par ailleurs.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période correspondent à un ajustement du taux retenu sur une créance client identifiée et isolée (antérieurement provisionnée à 50% et ajustée à 75% pour tenir compte de l'effet temps) ainsi qu'à une provision de 12 K€ comptabilisée sur une partie des crédits d'impôts mécénat devenue non récupérable.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (379 K€ au 30 juin 2013) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

La progression des autres produits (et donc des reprises en résultat des crédits d'impôts recherche) s'analyse en parallèle de celle des amortissements des frais de développement, passant de 0,8 M€ au premier semestre 2012 à 1,3 M€ au premier semestre 2013 (confère note 8.1 Immobilisations Incorporelles)

Les autres charges opérationnelles (119 K€ au 30 juin 2013) correspondent à des coûts salariaux non récurrents suite à certains départs ayant eu lieu au premier semestre 2013 (119 K€) principalement aux USA et en Chine. Ces coûts sont présentés en « autres charges opérationnelles » car ils sont suffisamment significatifs au regard des résultats du Groupe, et suffisamment spécifiques par rapport aux cycles opérationnels du Groupe pour en être isolés.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Produits sur placements de trésorerie	3	17	33	-14
Coût financier brut	-13	-11	-25	-2
Coût financier net (produits nets)	-10	6	8	-16
Gains de change	67	168	119	-101
Pertes de change	-56	-38	-200	-18
Produits nets de cessions d'actifs				0
TOTAL IMPACT FINANCIER	1	136	-73	-135

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur diminution sur la période s'explique par des disponibilités courantes moins importantes en cours de période.

Le coût financier brut correspond aux intérêts financiers générés par l'emprunt bancaire HSBC, souscrit en février 2012.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a été moins positif pour le Groupe qu'au cours du premier semestre 2012. Cependant, le résultat de change reste légèrement positif. Au 30 juin 2013, le Groupe n'utilise pas d'instruments de couverture dans la mesure où les flux entrants / sortants en dollars américains sont quasi équilibrés sur la période.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD Américain, CNY Chinois, RON Roumain et DT Tunisien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) pourraient, dans les prochains mois, devenir plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine).

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendront plus significatifs et que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes sur l'état de la situation financière (8.5 "Stocks et actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Charge d'impôts

La charge d'impôts est de 23 K€ au 30 juin 2013 et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Impôts exigibles	153	21	137	132
Impôts différés	-130	-104	350	-26
Total charge d'impôts	23	-83	487	106

Les impôts exigibles sont principalement composés de retenues à la source que la société française (StreamWIDE FRANCE) constate sur certaines ventes export. Ces retenues sont prises en compte dans la détermination du résultat fiscal et sont quasi intégralement imputées sur le résultat fiscal de période, qui en est donc diminué d'autant. Cependant, elles restent comptabilisées en charge de période.

Les variations et impacts liés aux impôts différés (produit de 130 K€) sont présentées dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés".

Enfin, suite à l'apport partiel d'actifs intervenu au 1^{er} juillet 2011, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2013 :

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12
Résultat opérationnel	155	-187	1 898
Coût de l'endettement financier net	-10	6	8
Autres produits et charges financiers	11	130	-81
<i>Taux d'impôt théorique</i>	<i>33,33%</i>	<i>33,33%</i>	<i>33,33%</i>
Impôt théorique	52	-17	608
Impôt courant	153	21	137
Impôt différé	-130	-79	350
Impôt réel	23	-58	487
<i>Taux d'impôt réel</i>	<i>14,74%</i>	<i>113,73%</i>	<i>26,68%</i>
Ecart sur taux	-18,59%	80,40%	-6,65%
Ecart sur impôt	-29	-41	-121
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice			
Déficits créés dans l'exercice	-16	12	20
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	97	21	62
Différences permanentes et autres éléments	-110	-74	-203
	-29	-41	-121

Les principaux écarts entre impôts théoriques et impôts réels proviennent :

- des retenues à la source à hauteur de 97 K€ (StreamWIDE FRANCE principalement) qui sont retraitées fiscalement,
- des reprises du crédit d'impôt recherche (base de 378 K€ au 30 juin 2013) qui génère un produit non fiscalisé (impact de 126 K€), inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

Au 30 juin 2013, le solde des reports déficitaires propres à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1,4 M€. Le report déficitaire créé post intégration fiscale est, quant à lui, de 0,6 M€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 2 M€ au 30 juin 2013. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 1,6 M€ au 30 juin 2013 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2012	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 668 054
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 668 054
Au 30 juin 2013	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2012	2 674 085	-4 413	2 669 672	445 005
31.01.2013		360	2 670 032	445 200
28.02.2013		1 167	2 671 199	445 124
31.03.2013		-458	2 670 741	445 011
30.04.2013		-674	2 670 067	444 836
31.05.2013		-1 049	2 669 018	444 936
30.06.2013		600	2 669 618	
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 669 342
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 669 342

Aux 30 juin 2013, 30 juin 2012 et 31 décembre 2012, les résultats de base et dilué par action sont les suivants :

En K€	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variation
Résultat Net Part du Groupe	133	7	1337	126
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	133	7	1337	126
Nombre moyen pondéré d'actions	2 669 342	2 667 536	2 668 054	1 806
Effet des actions ordinaires dilutives				
Nombre moyen dilué d'actions	2 669 342	2 667 536	2 668 054	1 806
Résultat de base par action (en €)	0,05	0,003	0,50	0,05
Résultat dilué par action (en €)	0,05	0,003	0,50	0,05

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-12	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-13
Frais de développement	9 865	1 705		11 570
Concessions, brevets et licences	296	54		350
Autres immobilisations incorporelles	9	1		10
Valeurs brutes	10 170	1 760	0	11 930
Frais de développement	-3 368	-1 336		-4 704
Concessions, brevets et licences	-148	-30		-178
Autres immobilisations incorporelles	-6	-1		-7
Amortissements	-3 522	-1 367	0	-4 889
Valeurs nettes	6 648	393	0	7 041

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre sont de 1,7 M€ contre 1,3 M€ au premier semestre 2012 et 2,6 M€ en 2012. L'augmentation sur la période s'explique par un taux de charge important des équipes de R&D, réallouée en grande partie au projet et aux développements de la technologie SmartMS™. Par ailleurs, si les effectifs restent stables dans leur globalité, des frottements ont pu exister entre les entrées et les sorties constatées sur la période.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-13	31-déc-12	30-juin-12	Variation
Frais de développement activés	1 705	2 621	1 288	-916
Amortissements de la période	-1 336	-1 995	-798	659
Frais de développement cumulés	11 570	9 865	8 532	1 705
Amortissements cumulés	-4 704	-3 368	-2 171	-1 336
Valeur nette	6 866	6 497	6 361	369

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. L'augmentation des amortissements provient d'un effet mécanique lié au temps puisque de nombreux projets sont à date amortis en "années pleine" ce qui n'était pas le cas auparavant.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-12	Acquisitions	Cessions	30-juin-13
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 149	111	-6	1 266
Valeurs brutes	1 195	111	-6	1 312
Installations techniques	-14	-2		-16
Installations générales, matériel, bureau	-759	-92	-6	-857
Amortissements	-773	-94	-6	-873
Valeurs nettes	422	17	-12	439

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions de serveurs informatiques et d'installations techniques notamment expliquent les variations constatées sur la période.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-12	Acquisitions	Cessions	30-juin-13
Dépôts de garantie	135		-2	133
Autres actifs financiers non courants	143			143
Valeurs brutes	278	0	-2	276
Amortissements / provisions	0			
Valeurs nettes	278	0	-2	276

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (143 K€ au 30 juin 2013) sans changement par rapport au 31 décembre 2012, suite aux mouvements nets intervenus au cours du premier semestre 2013 et à la valorisation de clôture.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Ecritures de consolidation	Total
Valeur nette au 30 juin 2012	1 380	33	-2 160	-770
Valeur nette au 31 décembre 2012	941	72	-2 240	-1 227
Variations Actif	269	2		
Variations Passif	-5	-2	-134	
Ecart sur taux	4			
Valeur nette au 30 juin 2013	1 209	72	-2 374	-1 093
Impôts différés actifs				538
Impôts différés passifs				-1 631

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (1,2 M€) se décompose comme suit au 30 juin 2013

- sur déficits fiscaux français : 0,7 M€
- sur déficits fiscaux américains 0,5 M€

Concernant la société mère, les reports déficitaires propres (avant intégration fiscale) sont de 1,45 M€ au 30 juin 2013. Le résultat fiscal d'intégration, déficitaire au premier semestre 2013 (-0,6 M€) permet, suite aux perspectives de fin d'année et des exercices futurs, de reconnaître un impôt différé actif sur ces déficits de 0,2 M€. Le montant global des impôts différés actifs sur reports déficitaires français ressort donc à 0,7 M€ au 30 juin 2012 contre 0,5 M€ au 31 décembre 2012.

L'équilibre opérationnel de la filiale américaine (StreamWIDE Inc.) a été atteint fin 2011, malgré un résultat net légèrement négatif, suite notamment à la croissance des revenus et à la maîtrise des coûts de fonctionnement. Les perspectives au titre de l'exercice 2013 étant positives en termes de résultats, les prochains bénéfices fiscaux pourront être imputés sur les déficits fiscaux antérieurs (solde de 1,6 M€ au 30 juin 2013). Les impôts différés sous jacents sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle (0,5 M€).

Au niveau de la seule société consolidante (StreamWIDE SA), le montant net cumulé de l'activation des frais de développement constatés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 6,9 M€ au 30 juin 2013, générant un montant net cumulé d'impôts différés passifs de 2,3 M€. Après prise en compte des impôts différés actifs de 0,7 M€ sur déficits fiscaux antérieurs, des impôts différés passif issus des décalages temporaires et des impôts différés passifs sur les autres retraitements divers de consolidation, la position nette (même entité fiscale) est un passif d'impôt différé de 1,6 M€ inscrit en passif non courant dans la situation financière au 30 juin 2013 (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

8.5 Stocks et Actifs courants

En K€	30-juin-13	31-déc-12	Variation
Stocks et encours	0	0	0
Créances clients	6 715	8 754	-2 039
Autres débiteurs	1 423	1 523	-100
Autres actifs fiscaux	1 102	1 462	-360
Total Net	9 240	11 739	-2 499

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2013 et 31 décembre 2012 :

En K€	31-déc-12	Augmentation	Diminution	30-juin-13
Créances clients brutes	8 892		-2 024	6 868
Pertes de valeur	-138	-15		-153
Créances clients nettes	8 754	-15	-2 024	6 715

La diminution du poste client provient des encaissements significatifs enregistrés au cours du premier trimestre 2013, suite notamment aux revenus importants qui avaient été comptabilisés et facturés en fin d'année 2012. Par ailleurs, de part l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnues et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives peuvent être constatées en clôture. Ce montant provisionné est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 95% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois, ce qui est le délai moyen d'encaissement constaté.

Balance Agée au 31 décembre 2012

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	8 732	5 861	2 597	274	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-138				-138
Créances clients nettes	8 754	5 861	2 597	274	22
		67%	30%	3%	0%

Balance Agée au 30 juin 2013

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 708	5 967	387	354	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-153				-153
Créances clients nettes	6 715	5 967	387	354	7
		89%	6%	5%	0%

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (160 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés, pour respectivement 58 K€ et 102 K€. La première créance a été provisionnée à hauteur de 75% car le client a fait l'objet d'une restructuration, les créances ont été déclarées et pourraient donc être récupérées en partie dans les prochains mois. Une perte de valeur équivalente à 100% de la deuxième créance hors taxe a été constatée dès que le Groupe a eu connaissance des difficultés du client concerné.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouvrés dans leur totalité à la date d'arrêté et d'examen des comptes semestriels 2013.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 862 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 443 K€. Le solde de 118 K€ est principalement composé d'avances versées (81 K€) à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques.

Autres actifs fiscaux

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement les crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2013, le solde de 1 062 K€ comprend notamment (i) un montant de 620 K€ au titre du CIR 2012 dont le remboursement anticipé a été demandé mais n'a pas encore été effectué au 30 juin 2012 (encaissement réalisé début septembre 2013) et (ii) un montant de 392 K€ au titre du CIR relatif au premier semestre 2013. A noter également le crédit d'impôt "intéressement" pour 13 K€ ainsi que le crédit d'impôt mécénat pour 33 K€.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De part l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risques significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2012

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	8 754	8 754		8 754	
Autres débiteurs	1 523	1 523		1 523	
Autres actifs fiscaux	1 462	1 462		1 462	
Equivalent de trésorerie	700	700	700		
Trésorerie	1 774	1 774	1 774		
Total créances nettes	14 213	14 213	2 474	11 739	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2013

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 715	6 715		6 715	
Autres débiteurs	1 423	1 423		1 423	
Autres actifs fiscaux	1 102	1 102		1 102	
Equivalent de trésorerie	1 115	1 115	1 115		
Trésorerie	2 023	2 023	2 023		
Total créances nettes	12 378	12 378	3 138	9 240	0

Au cours du premier semestre 2013, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 3,1 M€, soit près de 52% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 36% du chiffre d'affaires annuel en 2012). L'évolution de ce poids relatif s'explique par un contrat significatif reconnu au premier semestre 2013 avec un client français.

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-13	31-déc-12	Variation
Placements à terme	1 115	700	415
Comptes courants bancaires	2 023	1 774	249
Total	3 138	2 474	664

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme et/ou rémunérés, souscrits dans deux établissements bancaires (Société Générale et HSBC, pour respectivement 0,7 M€ et 0,4 M€). Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 3,1 M€ au 30 juin 2013, en augmentation de 0,7 M€ par rapport à la clôture annuelle 2012. Cette progression s'explique par :

- (i) des flux nets opérationnels positifs de 1,9 M€ suite à la variation positive du BFR et à une forte augmentation de la capacité d'autofinancement (retraitée des amortissements significatifs de la période),
- (ii) des flux nets d'investissements négatifs à hauteur de 1,1 M€, suite notamment aux investissements récurrents effectués en Recherche et Développement (masse salariale dédiée aux projets de développement) et au remboursement du CIR 2011 intervenu seulement en janvier 2013 (0,7 M€),
- (iii) des flux nets de financement négatifs de 0,1 M€ et correspondant aux remboursements de période de l'emprunt bancaire de 0,9 M€ souscrit en février 2012 auprès de HSBC (durée de 5 ans et taux fixe de 3,5% annuel).

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2013, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 0,7 M€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 0,4 M€.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-13	31-déc-12	Variation
Capital social	267	267	0
Prime d'émission	5 285	5 285	0
Réserve légale	27	27	0
Résultats non distribués	5 687	6 172	-485
Autres mouvements	-44	-42	-2
Total	11 222	11 709	-487

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 2 674 085 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'est intervenue au premier semestre 2013.

Les montants en "autres mouvements" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place en juillet 2009, conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et souscrit auprès de la société Arkeon Finance.

Au 30 juin 2013, le contrat est investi à hauteur de 4.467 actions de la société contre 4.413 au 31 décembre 2012, et présente un solde de liquidité de 143 K€ (confère note 8.3) contre 143 K€ au 31 décembre 2012. Au cours du premier semestre 2013, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 2 415 (au cours moyen de 9,77 €), et le nombre d'actions cédées à 2 361 (au cours moyen de 10,33 € pour un prix de revient moyen de 9,11 €). La plus value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 2,9 K€.

Titres autodétenus

	31-déc-12	Acquisitions	Cessions	30-juin-13
En nombre d'actions	4 413	2 415	-2 361	4 467
En montants (€uro)	41 725	23 588	-21 518	43 795

La prime d'émission (5.285 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007.

Les résultats non distribués correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes (615 K€), conformément aux résolutions adoptées par l'assemblée générale annuelle du 21 juin 2013 et mis en paiement le 8 juillet 2013. En ajoutant les réserves légales (27 K€) aux résultats non distribués (5.687 K€), le montant obtenu (5.714 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (5.777 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-64 K€) et "autres mouvements" (1 K€).

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-13	31-déc-12	Variations
Emprunts bancaires	514	603	-89
Total	514	603	-89
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-13	31-déc-12	Variations
Emprunts bancaires	177	173	4
Total	177	173	4

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Au 30 juin 2013, le solde de l'emprunt (intérêts et capital restant dus) est de 691 K€. La partie non courante (514 K€) correspond à la part moyen terme de l'emprunt (échéances supérieures à 12 mois) et la partie courante (177 K€) correspond, quant à elle, aux échéances court terme, inférieures à 12 mois.

Cet emprunt est assorti de ratios financiers à respecter, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Pour information, au 30 juin 2013, ils sont tous respectés, en tenant compte d'une capacité d'autofinancement retraitée sur 12 mois.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-13	31-déc-12	Variations
Avantages du personnel	87	76	11
Total Provisions	87	76	11
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-13	31-déc-12	Variations
Litiges	15	15	0
Total Provisions	15	15	0

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2012	76	15
Dotations	11	
Utilisations		
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2013	87	15

Les provisions pour litiges sociaux concernent une procédure en cours (15 K€). Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	30-juin-13	31-déc-12
Taux d'actualisation	2,70%	2,70%
Taux de turn over moyen	8,60%	8,60%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2013, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2011).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2012	76
Coûts des services rendus	9
Coût de l'actualisation	1
Gains et pertes actuariels	1
Au 30 juin 2013	87

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2013 s'élève donc à 11 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Lors de l'introduction en Bourse de la société sur le marché NyseAlternext en novembre 2007, un plan d'attribution de Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) avait été émis au profit de 25 salariés nominativement identifiés. Aucune nouvelle action n'a été souscrite dans le cadre de ce programme, qui est arrivé à échéance fin 2010.

Aucun autre programme de cette nature n'a été mis en place depuis l'introduction en bourse.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	30-juin-13	31-déc-12	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 199	1 190	9
Produits fiscaux différés courants	599	595	4
Passifs d'impôts différés	1 631	1 706	-75
Fournisseurs et autres créditeurs	1 826	2 110	-284
Dettes sociales	949	837	112
Dettes fiscales	1 205	1 158	47
Produits constatés d'avance	1 236	1 868	-632
Total autres passifs	8 645	9 464	-819

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés et repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés. La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2013 est de 1.798 K€ et correspond aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2010 : 80 K€
- au titre de l'exercice 2011 : 706 K€
- au titre de l'exercice 2012 : 620 K€
- au titre du premier semestre 2013 : 392 K€

A noter que le crédit d'impôt au titre de 2009 a été entièrement imputé ainsi qu'une partie significative de celui de 2010, dans la mesure où les amortissements s'effectuent sur des périodes de 3 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, ressortent à 1.631 K€ au 30 juin 2013 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

La diminution des *fournisseurs et autres créditeurs* s'explique essentiellement par une dette non récurrente et spécifique envers un fournisseur de matériel informatique (vendu dans le cadre d'un projet important avec un client nord-américain) constatée fin 2012 et réglée au cours du premier trimestre 2013. Par ailleurs, les dividendes au titre de l'exercice 2012 (montant global de 0,6 M€) sont provisionnés au 30 juin 2013 et ont été payés en juillet 2013.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2013, et ont été réglées en juillet 2013.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA.

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Fin 2012, une facturation importante envers un client français avait été effectuée alors que le déploiement des plateformes, et donc la reconnaissance des revenus, n'ont été effectifs qu'au premier semestre 2013.

Risque de taux

Au 30 juin 2013, le Groupe n'a contracté qu'un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, pour une durée de 5 ans au taux annuel fixe de 3,5%. De part la caractéristique fixe du taux d'intérêt annuel, le Groupe n'est soumis à aucun risque de taux spécifique.

Risque de liquidité

Au 30 juin 2013, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2013 et 31 décembre 2012 est la suivante :

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2012

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créditeurs	2 110	2 110		2 110	
Dettes fiscales et sociales	1 995	1 995		1 995	
Produits différés CT/MT	5 359	5 359		5 359	
Total	9 464	9 464	0	9 464	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2013

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créditeurs	1 826	1 826		1 826	
Dettes fiscales et sociales	2 154	2 154		2 154	
Produits différés CT/MT	4 665	4 665		4 665	
Total	8 645	8 645	0	8 645	0

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier.

En conséquence, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2013 et 2012, ainsi qu'à l'exercice 2012 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-13	30-juin-12	31-déc-12	Variations
CA France	2 839	2 226	3 754	613
CA Export	3 081	3 280	10 808	-199
<i>dont Europe</i>	933	748	1 935	185
<i>dont Amériques</i>	1 199	787	3 941	412
<i>dont Afrique</i>	373	806	2 600	-433
<i>dont Moyen Orient</i>	34	627	886	-593
<i>dont Russie</i>	1	41	101	-40
<i>dont Asie - Pacifique</i>	541	271	1 346	270
TOTAL CA	5 920	5 506	14 562	414

Le chiffre d'affaires "France" augmente sur la période (+0,6 M€), dans un marché plus mature que les différents marchés émergents adressés par ailleurs. Cette progression s'explique par des revenus de licence significatifs suite à un "swap" de plateformes réalisé au cours du premier semestre 2013 pour le compte d'un client français.

Le chiffre d'affaires "export" diminue quant à lui légèrement de 0,2 M€. Cette variation conjoncturelle provient de plusieurs facteurs :

- (i) progression des revenus en Europe, notamment en Angleterre, où une augmentation des bases installées chez certains clients a été constatée au premier semestre 2013, impliquant ainsi des ventes de licences complémentaires ;
- (ii) progression des revenus aux USA suite à un portefeuille clients en augmentation mois après mois et à des ventes de nouveaux produits chez des clients existants ;
- (iii) diminution des revenus Afrique et Moyen Orient, après de nombreux marchés (et donc des revenus de licences initiaux non récurrents) gagnés en 2012 ;
- (iv) progression des revenus chinois (par rapport au premier semestre 2012), essentiellement due aux flux de maintenance qui débutent, après la fin des périodes de garanties données en 2011 et 2012 lors des nouvelles installations effectuées.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5% (confère note 8.8 Passifs financiers courants et non courants). Cet emprunt s'assortit de clauses et de ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Pour information, ces ratios sont tous respectés au 30 juin 2013, en retraitant la capacité d'autofinancement avant impôts société sur une période de 12 mois.

Part ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2013 (détention cumulée de 72,4% du capital social et de 66% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de quatre clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garantie de bonne fin et de paiement. Le développement de l'activité en zones Afriques – Moyen Orient implique la mise en œuvre plus régulière de cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité. Les montants sont les suivants :

- (i) 15 K€, 100 KTND (soit 46 K€ en équivalent euros au 30 juin 2013) et 20 KTND (soit 9,2 K€ en équivalent euros au 30 juin 2013) ;
- (ii) 7 KJOD (soit 7,6 K€ en équivalent euros au 30 juin 2013) ;
- (iii) 1.230 KEGP (soit 133 K€ en équivalent euros au 30 juin 2013) ;
- (iv) 630 KUSD (soit 484 K€ en équivalent euros au 30 juin 2013)

La dernière garantie (484 K€), mise en œuvre dans le cadre d'un important contrat en Amérique du Sud, est arrivée à échéance en juillet 2013 sans qu'aucun incident n'ait été relevé.

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, notamment à la société française, StreamWIDE France (management fees, sous locations immobilières et royalties). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2013 s'élève à 154.911,56 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 113.785,12 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 41.126,44 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2012, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 259.955 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Le 31 juillet 2013, la filiale française du Groupe (StreamWIDE France SAS) a émis un emprunt obligataire d'un montant global de 1,6 M€, entièrement souscrit par le GIAC. La Société mère du Groupe, StreamWIDE SA, s'est portée caution envers sa filiale française. Cet emprunt, portant intérêt à 5,7% l'an, est conclu pour une période de 9 ans, avec une période de remboursement différé de 4 ans.

Aucun autre événement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2013.